

## Un G20 pour rien ?

Michel Husson, *Diverses cités*

économiste, membre du conseil scientifique d'Attac

Parler de « nouveau Bretton Woods » à propos du prochain G20 est abusif. La réorganisation du système financier international pourrait s'envisager soit sous l'égide d'une monnaie dominante, mais la suprématie du dollar est vacillante et il n'existe pas d'autre candidat ; soit par une coopération internationale renforcée, mais chaque Etat - y compris au sein de l'Europe - va plutôt chercher à reporter sur les voisins la facture de la crise.

On peut s'attendre, dans la lignée des propositions françaises, à une extension des pouvoirs du FMI, à qui serait confiée une tâche de superviseur, et qui pourrait voir ses capacités de prêt étendues pour éviter la banqueroute de petits pays, comme l'Islande ou l'Ukraine. C'est aussi ce que propose Dominique Strauss-Kahn. Mais, comme l'écrit Martin Wolf dans le *Financial Times* du 4 novembre : « c'est assurément faire preuve d'un optimisme exagéré que de croire que le Fonds pourra jamais être en situation de donner des avertissements fiables sur les menaces de crise ». La réunion du G20 correspond plus à une posture qu'à un véritable projet de réforme et de régulation du système.

Pourtant, les propositions alternatives ne manquent pas. La première est de réduire, voire d'interdire carrément le recours à des montages financiers particulièrement « toxiques » comme la « titrisation » : l'institution d'une taxe dissuasive « à la Tobin » sur les transactions financières permettrait de les décourager. Les gouvernements devraient ensuite s'engager conjointement à proscrire toute transaction de leurs banques et de leurs entreprises avec les paradis fiscaux.

Il faudrait aller encore plus loin avec la création de fonds mondiaux alimentés par des taxes sur les très hauts revenus en provenance de la finance et consacrés aux deux enjeux majeurs de notre planète. D'abord la lutte contre la pauvreté et la misère : le coût de la réalisation des objectifs du Millénaire est inférieur aux sommes englouties dans le sauvetage des banques. Ensuite, le financement de politiques environnementales, notamment de transferts technologiques vers les pays en développement.

Mais ces ambitions risquent bien d'être déçues. Il n'y a rien en effet dans les plans de sauvetage des banques, américain ou européen, qui imposerait aux banques des règles prudentielles en contrepartie d'une injection massive d'argent public. Pourquoi ferait-on au niveau mondial ce qu'on a choisi de ne pas faire au niveau des grands pays, alors que l'urgence en fournissait pourtant l'occasion parfaite ?